

ENQUÊTE

Jeunes migrants

COMMENT INTÉGRER LES ADOS RÉFUGIÉS

Discrètement, une asso montpelliéraine a pris en charge depuis près d'un an cinquante-six mineurs isolés étrangers pour accompagner leur insertion. À l'heure où s'ouvrent, dans le quartier Mermoz, quatre-vingt-dix places pour réfugiés, zoom sur une expérience novatrice.

Qu'est-ce qu'on voit au centre de la place de la Comédie ? "Une statue", répond Moussa, un des dix élèves de cette classe de français, au siège de l'asso "Un toit où apprendre", dans le quartier Pergola, à l'ouest de Montpellier. Son copain Mamadou lève poliment le doigt et complète : "Oui, devant Monoprix, y a trois femmes qui ont pas d'habits !" Gros rires dans cette classe de garçons adolescents. La prof, "Nathalie", profite de ce regain d'intérêt : "En effet, elles sont nues, avec "e-s" à la fin", écrit-elle sur le tableau.

Nul doute que les élèves se souviendront de ce commentaire d'image, les initiant à la fois aux règles d'accord des adjectifs et à leur nouvel environnement. Au total, ils sont

56 "mineurs isolés étrangers" à être hébergés et formés par "Un toit où apprendre" : une association créée en novembre dernier, entièrement financée par le Département. En ces temps où les migrants assiègent la forteresse Europe, et inquiètent une partie de la population, cet essai d'intégration des plus jeunes a suscité notre intérêt. Zoom sur une expérience innovante, modeste et discrète, mais locale et concrète.

1) Pourquoi avoir bâti "Un toit" ?

Tout part d'un homme très expérimenté : Karim Bouziane, plongé depuis 26 ans dans le chaudron du secteur social. D'abord éducateur en foyer d'enfants placés, puis en

milieu psychiatrique, il a créé en 2008, sous l'égide du Conseil général, l'association Alma Nova : une structure de "remobilisation" des jeunes en rupture sociale par la formation aux métiers du bâtiment - pour un petit nombre de cas croissant, déjà des "mineurs isolés étrangers"...

Chez Alma Nova, Karim s'est rendu compte de deux choses. Un : "La maîtrise d'un français pratique, oral et écrit, est nécessaire pour accéder à un apprentissage professionnel", clé de l'insertion pour cette jeunesse en difficulté. Deux : "L'accueil à l'hôtel des jeunes migrants, tel qu'on le pratique dans l'urgence, a un coût exorbitant, sans faire avancer d'un poil leur intégration", explique ce sportif athlétique qui ne mâche pas ses mots. Et qui supporte mal que bon nombre des gamins placés en foyer passent leur temps à "tenir les murs et regarder des vidéos de toutes sortes sur YouTube".

Enfants. Fort de ce double constat, Karim a proposé au Département une structure d'un nouveau genre : "Un toit où apprendre", ouvert en novembre 2015. L'apprentissage du français y est tout simplement obligatoire, devoirs et contrôles à l'appui. Et pour ne plus payer des notes d'hôtel faramineuses, les mineurs migrants sont logés à deux ou trois dans 19 appartements F4 privés à Montpellier ou à proximité. Ainsi, "le coût de journée dans notre Maison d'hébergement et d'insertion sociale et culturelle est de 56 € par jeune, contre 100 € à 150 € dans une structure classique", souligne Karim, directeur du centre. Un allègement du coût également favorisé par l'investissement militant des

12 travailleurs sociaux de l'asso (éducateurs, enseignants, administratifs, surveillants). Jusqu'à la secrétaire de l'asso, Véronique, qui ne compte pas ses heures parce que, "moi aussi, j'ai des enfants..."

Canots. Mais cet avantage économique indiscutable n'a pas suffi pour faire l'unanimité. Le 21 septembre 2015, au Conseil général, les élus de droite et du Front national ont voté contre cette expérimentation. Ce qui n'a pas empêché le soutien de la majorité de gauche, tout en laissant planer d'inquiétantes incertitudes sur le futur de la structure...

2) Qui sont ces jeunes ?

Passés par l'île de Lampedusa, la jungle de Calais, ou toute autre galère, les 56 jeunes pris en charge par Un toit où apprendre ont entre 15 et 18 ans. 17 viennent de Guinée, 7 du Bangladesh, 6 du Pakistan, 6 du Cameroun, 5 de Côte d'Ivoire, 5 du Maroc, 4 d'Albanie, 4 des Indes, 4 d'Algérie, 2 du Mali, 1 du Congo, 1 du Liberia. Ce sont tous des garçons, hyper-majoritaires dans le flux de migrants - ce qui n'empêche pas la structure de se préparer à l'accueil probable de jeunes filles.

Voyager des mois, planqués dans des camions ou entassés dans des canots pneumatiques, laisse des traces. En particulier sur la santé de ces ados, parfois précaire dès leur pays d'origine - des milieux ruraux en général. Voilà pourquoi l'accueil au centre commence par un bilan de santé auprès d'un généraliste.

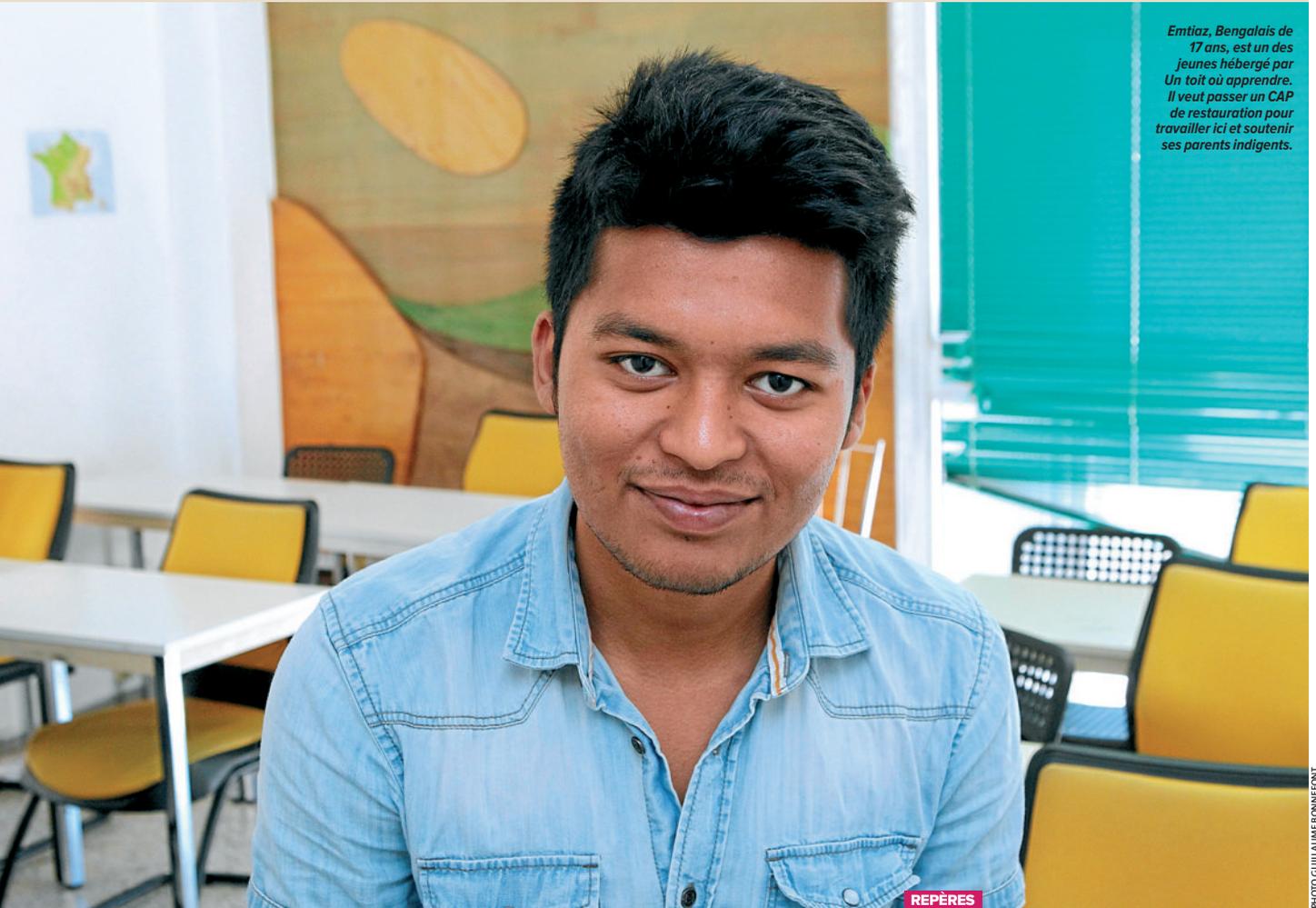
"On m'a soigné une allergie au bras, ça me démangeait sans arrêt",

"L'ACCUEIL DES JEUNES MIGRANTS À L'HÔTEL A UN COÛT EXORBITANT, SANS FAIRE AVANCER D'UN POIL LEUR INTÉGRATION"

Cours de français auprès des jeunes migrants de l'asso. Les interdictions de portable, écouteurs et casquette, sont à peu près respectées.



PHOTO CULLAUME BONNEFONT



Emtiaz, Bengalais de 17 ans, est un des jeunes hébergé par Un toit où apprendre. Il veut passer un CAP de restauration pour travailler ici et soutenir ses parents indigents.

PHOTO GUILLAUME BONNEFONT

REPÈRES

témoigne Emtiaz, un Bengalais de 17 ans, en montrant les croûtes sur sa peau. Depuis 18 mois, ce garçon calme et souriant a quitté son village, près de Dacca. Parce que *“mes parents souhaitaient que je parte”*, dit-il pudiquement - sans avouer clairement qu'ils l'ont envoyé en Europe pour gagner de l'argent et soutenir à distance sa famille indigente (voir p. 3).

Afro. Chaque mois, au moins, Emtiaz échange avec ses parents, grâce à son téléphone portable et l'application vidéo gratuite IMO. Ce n'est pas le cas de tous. *“À cause de la guerre (1) en Côte d'Ivoire, en 2010, nous nous sommes réfugiés au Mali avec ma mère, ma grand-mère et mon frère”*, raconte Zacharia, 17 ans, une belle coiffure afro, mais hostile à toute photo. *“J'ai ensuite poursuivi jusqu'en Europe. Et depuis, je n'ai plus aucune nouvelle d'eux”*, ajoute-t-il à voix basse, visiblement ému. Les deux tiers des jeunes n'ont plus vraiment de contact avec leurs parents. Les autres communiquent avec leur famille grâce à Internet et la Wi-Fi qui est installée dans

presque tous les apparts. Faisant leur possible pour faciliter les relations, les éducateurs du centre sont attentifs à la détresse de certains liée *“aux ruptures affectives et à l'isolement”*.

3) Que dit la loi ?

À leur arrivée, ces *“mineurs isolés étrangers”* sont confiés au service de l'Aide sociale à l'enfance du Conseil général par ordonnance de placement provisoire. Car ces jeunes migrants relèvent à la fois de *“la protection de l'enfance en danger”*, qui ne pose aucune condition de nationalité, et des lois sur les étrangers en situation irrégulière. Cette double affiliation génère une course contre la montre assez *“anxiogène”*: avant leurs 18 ans, âge où ils deviennent expulsables, les ados doivent faire la preuve d'une implication *“réelle et sérieuse”* dans un cursus de formation professionnelle.

Concrètement, il leur faut décrocher au plus vite un CAP. Cela leur permet, si les rapports éducatifs sont positifs, de souscrire ensuite un *“contrat jeune majeur”* avec le Conseil général. Dès lors, ils sont accompagnés jusqu'à 21 ans et peuvent essayer de régulariser leur titre de séjour.

Un titre de séjour dont l'éventuelle obtention est facilitée par le *“contrat jeune majeur”* et l'évaluation éducative préalable. Comme le dit l'éducatrice Morgane Pinvidic, *“ces jeunes-là doivent grandir plus vite que les autres”*.

4) Comment s'intègrent-ils ?

Le travail d'intégration commence avec le logement: soit dix-sept F4 et deux studios, à Montpellier (Ovalie, Mas-Drevon, Pergola, Paillade, centre-ville), Castelnaud et Juvignac. Mis en sécurité entre quatre murs, les jeunes *“colocataires”* doivent respecter les consignes d'entretien et

144 144 mineurs isolés étrangers sont actuellement pris en charge par la direction Enfance famille du Département. Ce sont des garçons à 90 %. La moitié vient d'Afrique, un quart d'Asie.

62 Parmi les 144 mineurs pris en charge par le Département, 56 sont confiés à l'asso Un toit où apprendre. S'y ajoutent six jeunes majeurs de moins de 21 ans. Total: 62.

1,2 1,2 million d'euros: c'est le coût annuel d'Un toit où apprendre pour 62 jeunes pris en charge. Soit 20 000 € par jeune.

assurer eux-mêmes confection des repas ou lavage du linge. *“Cette formule innovante cadre bien avec la maturité de la plupart de ces grands voyageurs”*, commente l'éducateur Nohmane Mekari. Et elle développe encore leur autonomie dans un cadre urbain européen.

Français. Mais le plus important, bien sûr, c'est l'école. Après l'évaluation de leur niveau en français, la moitié des jeunes environ a rejoint un collège ou un lycée ordinaires. Les autres (2) ont 9 heures hebdomadaires de cours de français - et aussi un peu de maths - au siège de l'asso. Plus des cours de *“soutien”* en fin de journée que beaucoup suivent.

“Ils apprennent à lire et écrire à partir d'un français pratique et quotidien”, décrit le professeur Nathalie Ségura. Sont ainsi utilisés, en plus du dico et des manuels classiques, des documents administratifs (d'usage rapide!), le tract du festival des Fanfares à Boutonnet, une page de *La Gazette*, etc. Autre support original: le *“récit de vie”*, obligatoire dans le cadre de leur régularisation administrative. ▶▶

“CES JEUNES-LÀ DOIVENT GRANDIR PLUS VITE QUE LES AUTRES”, SOULIGNE MORGANE, L'ÉDUCATRICE.

ENQUÊTE COMMENT INTÉGRER LES ADOS RÉFUGIÉS

►► *"Je leur demande de m'écrire un épisode de ce récit. Comme leur histoire est chargée d'affects, on va plus vite dans l'apprentissage !"*

Enfin, à ne pas négliger : l'ouverture à leur environnement, qui sera peut-être demain leur monde. Sont ainsi organisées : visite de Montpellier, familiarisation avec le tram, découverte du zoo, initiation à l'informatique (et au e-learning) à la maison pour tous François-Villon, inscription aux médiathèques de la ville... *"Certains s'impliquent aussi dans des activités sportives"*, complète

Karim Bouziane : *"Foot au Petit-Bard, boxe aux Cévennes et cricket près du Corum où les Bengalais ont trouvé une asso !"*

5) Quels sont les ratés ?

Côté discipline, nous l'avons vu de nos yeux, les règles sont à peu près respectées. Évidemment, comme partout, certains sortent leur portable en classe, mais ils obéissent au premier rappel à l'ordre.

Bien sûr, tous ces mineurs ne rejoignent pas systématiquement leur

appartement à 21h30, comme le leur demandent les éducateurs. Mais en général, ils préviennent de leur retard et évitent la déclaration de fugue qui ne tombe qu'à 2 heures du mat'. Enfin, si nombre d'entre eux ont initialement adopté des postures revendicatives d'*"ayant droit"* assez déplacées, ils se sont calmés face à la ferme bienveillance de l'association (voir page ci-contre).

Reste cinq garçons ingérables *"arrivés sur le territoire avec un profil de délinquant déjà bien affirmé"*. Désintéressement pour la scolarité, vente de stupéfiants à la gare ou sur la Comédie, vols de portable en réunion à l'arme blanche : ces jeunes *"arrogants"* savent parfaitement qu'il est impossible de les expulser. L'un d'entre eux a été placé dans un foyer plus encadré près du Vigan. Un autre vient de fuguer pour l'Allemagne. *"Notre prise en charge, fondée sur la participation positive du jeune, n'est pas adaptée à ces profils-là"*, constate Nohmane l'éducateur. *On ne peut pas aller les réveiller chaque matin."*

6) Premier bilan ?

Zacharia et Kamal veulent faire un CAP de mécanique, Emtiaz et Shahadat de restauration, Khaled de coiffure, Ali de travaux publics... Déjà cinq élèves des cours de français internes sont passés dans des collèges ou lycées classiques. *"La plupart des autres sont motivés et assidus, même si la ponctualité reste un point à améliorer chez beaucoup"*, juge la prof Nathalie. Il est encore trop tôt pour faire un vrai bilan (voir p. 4). Mais, comme l'écrit le président de l'asso, Jérémie Chassang, au-delà des 10 % d'échec, ces jeunes déracinés *"font preuve de volonté d'intégration et de réussite"*. —

Olivier Rioux

(1) En 2010-2011, l'affrontement armé entre les deux candidats à la présidentielle ivoirienne, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, a fait plus de 3 000 morts.

(2) Parmi les élèves du centre, il y a des anglophones et des francophones. Curieusement, les anglophones apprennent plus vite le français écrit que les francophones. Sans doute parce qu'ils ont un bagage scolaire plus important.

SURVIE : 5 PROFILS DE MIGRANTS

"Un toit où apprendre" distingue cinq profils parmi ses jeunes.

"Le plus répandu, un tiers du total, ce sont les missionnés", détaille Karim Bouziane : *"Financés par la famille ou le village, ils viennent en Europe pour travailler et soutenir ceux restés au pays."* 2° cas : **"Les réfugiés"** qui craignent les persécutions dans un pays en guerre.

3° profil : **"Les exploités"**, utilisés comme force de travail non rémunérée, sans limite de temps." 4° : **"Les rejoignants"**, qui tentent de retrouver un parent ayant déjà émigré sans connaître sa localisation exacte." Enfin, il y a **"les conquérants"** : ceux qui ont décidé seuls de rechercher une vie meilleure ou rêvée à travers le fantasme de l'opulence occidentale".

Ci-contre, l'éducateur Nohmane Mekari, à ses côtés le professeur Nathalie Ségura. Sur le canapé, Khaled, un inconnu, Fatmir et l'éducatrice Morgane Pinvidic.



PHOTO GUILLAUME BONNEFONT



PHOTO GUILLAUME BONNEFONT



PHOTO GUILLAUME BONNEFONT



PHOTO GUILLAUME BONNEFONT

“La France n’est pas si opulente qu’ils croient”

Directeur d’Un toit où apprendre, Karim Bouziane a recadré bon nombre de jeunes qui avaient “une posture revendicative d’ayants droit”.

La Gazette. À son arrivée au centre, chaque jeune reçoit un livret d’accueil qui présente “les Devoirs et les Droits des usagers”. Pourquoi avoir inversé l’expression consacrée en plaçant les “Devoirs” en premier ?

Karim Bouziane. Parce que c’est sur les “Devoirs” qu’il faut travailler. À leur arrivée, beaucoup de jeunes, qui avaient connu de grosses institutions auparavant, se sont placés dans une posture d’“ayants droit” : ils revendiquaient plus d’argent de poche, le choix des appartements, l’installation de la Wi-Fi... Ce n’est pas dans les moyens de notre petite asso, ni d’une France qui n’est pas si opulente qu’ils croient. Ce n’est pas adapté non plus à leur vie future, ici ou ailleurs. Il ne faut pas les leurrer avec une prestation qu’ils ne pourront plus s’offrir à la sortie. Nous, on s’engage à les soigner, à les héberger, à les nourrir et à accompagner leur insertion, ce sont les droits des mineurs, étrangers ou pas. Mais eux, à travers une sorte de contrat (1), ils s’engagent à respecter les règles, de l’établissement comme de la République, et à être assidus aux cours de français. Ce sont leurs Devoirs, et c’est cela qui permettra leur intégration.

La majorité sont des musulmans d’Afrique ou d’Asie. Cela pose-t-il un problème particulier d’intégration ?

Pas vraiment, mais nous sommes vigilants. Nous n’avons pas repéré de “radicalisation”, comme on dit aujourd’hui. Même si nos jeunes sont souvent très pratiquants. Du

coup, j’ai dû leur rappeler qu’en France, pays laïque, le vendredi n’est pas forcément consacré à la mosquée, mais à l’école ou au travail. De manière plus générale, nos jeunes remplissent un questionnaire nous éclairant sur leurs représentations du mode de vie français. Cela nous permet d’identifier les grands axes du travail d’intégration et les éventuels conflits culturels.

Quel bilan faites-vous de ces neuf premiers mois ?

Il est encore trop tôt pour tirer un vrai bilan, ce que nous ferons au bout de cinq ans d’activité. Ce que je peux dire, c’est qu’aujourd’hui, seule une petite minorité a encore une posture excessive d’ayant droit. La plupart des jeunes adhèrent au dispositif, sont assidus en cours et ont un projet professionnel. Ce sont autant de motifs de satisfaction, d’autant que la montée en charge a été très rapide. Depuis fin juin, nous sommes passés à la phase 2 : la sortie du dispositif pour des jeunes majeurs que nous continuons à accompagner jusqu’à 21 ans s’ils se sont vraiment investis dans leur formation. Ainsi, trois majeurs viennent d’entrer dans un appartement où ils auront plus d’autonomie, mais toujours un devoir de formation. On a également un projet de salon de thé sous tente, qui jouerait le rôle d’un restaurant d’application. Il faut continuer à innover. —

Propos recueillis par Olivier Rioux

(1) Contrat d’hébergement et d’accompagnement à l’élaboration du projet personnalisé.

la lettre **M**

L’info éco de Toulouse à Montpellier

mps



Le média des décideurs économiques et politiques



Profitez de notre offre découverte sur www.lalettrem.fr